

*Initiatives ministérielles*

gions rurales, ou peut-être qu'ils s'en fichent tout simplement.

Ce sentiment est répandu dans tout le pays. Tant le gouvernement fédéral que les provinces se sont engagés au cours des quelques dernières années à réduire les subventions. Cet engagement est particulièrement inquiétant pour les agriculteurs de provinces comme la Saskatchewan, où la sécheresse et la faiblesse des prix ont eu des conséquences désastreuses et ont fait fléchir le rendement à son plus bas niveau depuis 1933. En fait, cette année, pour la première fois depuis 1933, les rentrées ne suffiront pas à payer les factures. Le revenu réel des agriculteurs sera négatif en Saskatchewan.

La Saskatchewan a perdu 20 000 de ses agriculteurs au cours des deux dernières décennies, ce qui représente un millier par an, ou presque trois par jour pendant vingt ans. Aujourd'hui, la province est en train de perdre un habitant toutes les vingt minutes. Plus de 200 personnes s'en vont tous les jours. Pourtant, les villes ne sont pas en train de se dépeupler. Nous devons donc supposer que ces 200 personnes qui quittent la Saskatchewan tous les jours partent des régions rurales et des petites villes. Ils s'en vont parce qu'ils se sentent abandonnés par la société, par le gouvernement fédéral et par le gouvernement provincial.

Des villes comme Saskatoon ne peuvent pas aider ces gens. Ville d'importance moyenne, Saskatoon a le taux de chômage le plus élevé du Canada, après St. John's, à Terre-Neuve. Les gens qui partent viennent donc des régions rurales et des petites villes. Sur les 17 000 personnes qui ont quitté la province au cours des neuf premiers mois de l'année dernière, 7 000 étaient au début de la vingtaine. Comme l'ancien député de Nipawin l'avait dit à la Chambre, la Saskatchewan exporte ses jeunes beaucoup mieux que son blé.

Le projet de loi C-48 fait partie des mesures prises par le gouvernement pour réduire ses frais dans le secteur agricole du Canada. Il est très douteux qu'il puisse contribuer sensiblement à renforcer la viabilité des exploitations ou à réduire l'exode rural. Tout ce qu'il réalisera, ce sera de réduire le coût du programme d'assurance-récolte pour le gouvernement fédéral.

Cette détermination à réduire les dépenses fédérales semble être le seul motif prioritaire des changements que le gouvernement a apportés au secteur agricole dans les quelques dernières années, le seul motif prioritaire des

modifications apportées aux lois, aux programmes et à la réglementation.

*Partenaires dans la croissance* est un document de travail sur le secteur agro-alimentaire. Ce document amorce le débat sur un certain nombre de questions, dont la mise en valeur des marchés, le financement agricole, la sécurité du revenu, la gestion de l'offre, la salubrité des aliments et le développement durable. De prime abord, il semble proposer une démarche relativement digne d'intérêt, mais, à y regarder de plus près, on constate que le document intitulé *Partenaires dans la croissance* a en fait pour but, sauf quelques exceptions d'importance mineure, de réduire la participation financière du gouvernement dans le domaine agricole.

• (1650)

Comment pourra-t-il alors accroître la viabilité de l'entreprise agricole familiale? Comment le gouvernement peut-il réduire ses dépenses en la matière? Eh bien, il a très bien réussi ces dernières années. Très bien. En voici quelques exemples.

La semaine dernière, nous avons adopté un projet de loi modifiant la Loi sur les paiements anticipés, qui aura pour effet de réduire les dépenses de ce gouvernement dans le secteur agricole. Le gouvernement a ainsi épargné une forte somme, soit 24 millions de dollars.

En second lieu, depuis quelques années, les frais occasionnés par l'inspection des viandes, des graines de semence et de presque tous les autres produits agricoles ont été transférés du gouvernement aux agriculteurs. Cela a entraîné une réduction des dépenses du gouvernement, mais une hausse de celles des agriculteurs. Voilà un autre moyen par lequel le gouvernement a diminué son soutien à l'agriculture.

En outre, on veut faire fonctionner la Société du crédit agricole selon les principes de l'entreprise. À l'heure actuelle, cette opération coûte très cher, mais elle a le même objectif. Le gouvernement s'attend éventuellement à ce que la Société du crédit agricole ne lui coûte plus un cent. Le gouvernement fera ainsi d'autres économies en supprimant son aide à l'agriculture.

La résorption de la crise du lait industriel a l'air d'une solution très facile et très simple, mais elle a en fait pour résultat de réduire les subventions que le gouvernement fédéral versait à l'industrie laitière et de réduire le revenu des producteurs laitiers canadiens. Encore une fois, cette mesure a permis à l'État de faire des économies tandis qu'elle faisait baisser le revenu des agriculteurs.